**Pourquoi une « initiative pour la durabilité » ?**

*Thomas Matter, conseiller national (ZH),   
vice-président de l’UDC du canton de Zurich,   
membre du bureau de la direction de l’UDC Suisse*

Je vous remercie d’être venus aujourd'hui assister à notre conférence de presse et de manifester ainsi votre intérêt pour un sujet auquel sont liés pratiquement tous les problèmes de la Suisse aujourd'hui. Je veux parler de la croissance démographique fulgurante de notre pays.

L’ombre d’une Suisse à 10 millions plane sur nous, sur la superficie de notre petit pays, dont seul est tiers de la surface totale est habitable. L’an passé, nous avons connu un afflux de plus de 180 000 nouveaux venus en une seule année – ce qui équivaut à la population de la ville de Bâle.

Depuis un certain temps, de plus en plus de citoyens se tournent vers nous pour que l’UDC fasse enfin quelque chose de concret contre cette évolution. Le 1er juillet, l’assemblée des délégués de l’UDC Suisse a donc décidé de lancer l’initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) ».

L’UDC du canton de Zurich pilote et soutient cette initiative, avec le soutien des partis cantonaux et des Jeunes UDC Suisse.

Voici les pierres angulaires de notre « initiative pour la durabilité » :

* Dès que la population résidante permanente dépassera les 9,5 millions, le Conseil fédéral devra prendre des mesures, notamment en matière d'asile.
* La population résidante permanente suisse ne doit en aucun cas dépasser 10 millions d'ici à 2050. Dans le cas contraire, le Conseil fédéral devra dénoncer les traités internationaux qui favorisent la croissance démographique, en particulier le Pacte de l’ONU sur les migrations et l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE.

Une croissance démographique durable est absolument nécessaire pour la protection de notre environnement, la conservation de nos ressources naturelles, l'efficacité de nos infrastructures, de notre système de santé, de nos établissements de formation, notre approvisionnement en électricité et en alimentation, la sauvegarde de nos assurances sociales, etc.

Notre belle Suisse, avec sa qualité de vie élevée, ne mérite pas de devenir un deuxième Hong Kong !

J'ai le plaisir de vous présenter les participants à notre tribune :

* Le conseiller national Manuel Strupler (TG) nous fournira des informations en ce qui concerne les faits et les chiffres.
* Le conseiller national Mike Egger (SG) parlera des effets de l'explosion démographique sur la jeune génération.
* Le conseiller national Thomas Aeschi, également chef du groupe UDC à l’Assemblée, expliquera l’initiative pour la durabilité dans les autres langues officielles.
* Le président de l’UDC du canton de Zurich et député au Conseil cantonal zurichois Domenik Ledergerber nous présentera le point de vue du canton le plus peuplé de Suisse, dont l'UDC pilote également l'initiative pour la durabilité.

**Chiffres et faits relatifs à l’« initiative pour la durabilité »**

*Manuel Strupler, conseiller national (TG),  
Membre du bureau de la direction de l’UDC Suisse*

Quiconque s’engage pour sa patrie, pour une Suisse où il fait bon vivre, pour un avenir sûr, sous le signe de la liberté, ne peux plus observer sans réagir cette immigration sans frein. Car les chiffres parlent d’eux-mêmes : les immigrés arrivent en trop grand nombre, et ceux qui arrivent ne sont pas ceux dont nous avons besoin.

Ces 20 dernières années, ce sont 1,5 million de personnes qui sont ainsi arrivées en Suisse, par le biais de l’asile, du regroupement familial ou de la libre-circulation des personnes. Le Conseil fédéral, à l’époque de la votation sur la libre-circulation, avait choisi de nous enfumer en parlant de 8000 immigrants supplémentaires par année. Il se trompait dans ses estimations, et pas qu’un peu : c’est dix fois plus ! Nous accueillons en moyenne et par an 80 000 personnes supplémentaires en Suisse – du seul fait de l’immigration.

Je suis entrepreneur en jardinerie : moi, si je me trompe ne serait-ce que de 10% dans un devis, je peux m’attendre à pas mal de discussions avec mon client. S’il m’arrivait de me tromper dans des proportions de 1 à 10, je pourrais mettre la clé sous la porte.

En politique, cela fonctionne autrement, malheureusement. Les responsables aux affaires hier ne sont plus en poste depuis déjà longtemps. Et c’est le peuple suisse qui doit assumer les conséquences d’une politique migratoire incontrôlée. Il faut bien se représenter que, chaque année, c’est l’équivalent de la population du canton de Schaffhouse que la Suisse doit accueillir en plus. Cette croissance démographique massive pousse notre pays, ce qui fait notre quotidien et nos infrastructures à leurs limites – et n’a que de très lointains rapports avec la durabilité.

Au cours des vingt dernières années, le nombre de personnes vivant en Suisse a augmenté en moyenne de 80 000 personnes par an. Ce qui se traduit par une croissance d’environ 20% de sa population. À titre de comparaison, sur la même période, l’augmentation de la population n’a été que de 1,5% en Allemagne. Où le débat est pourtant tout aussi vif sur les conséquences d’une politique migratoire   
  
  
ratée, avec son lot de criminalité clanique, de bagarres de rue et d'étrangers mal intégrés.

Nous n’avons jamais connu autant d’heures perdues dans les embouteillages ! Nous nous énervons toutes et tous sur la route, ou nous nous entassons dans les trains pour nous rendre au travail. Nos infrastructures de transport arrivent de plus en plus à saturation. Et la raison première de cette surcharge, c’est la croissance démographique. L’an dernier, 180 000 personnes supplémentaires sont arrivées en Suisse. Ce qui signifie 180 000 personnes supplémentaires dans les trains, les bus et les trams – et des dizaines de milliers de voitures supplémentaires sur les routes.

Nous sommes confrontés à une pénurie de logement, à des loyers en très forte hausse, des familles n’ont pratiquement plus les moyens de devenir propriétaires. Des Suissesses et des Suisses doivent quitter leur maison pour laisser la place à des migrants. Chaque année, ce sont plus de 50 000 nouveaux logements qui doivent être construits. Selon les offices fédéraux en charge, seuls 21% de ces nouveaux logements sont liés à des exigences en hausse en termes d’espaces d’habitation. Ce qui signifie que près de 80% des nouvelles constructions sont imputables en premier lieu à l’immigration de masse. Et ce qui n’a pas pour seule conséquence de faire exploser le prix des terrains, mais également de provoquer la disparition de plus en plus d’espaces verts. Jour après jour, les surfaces urbanisées ne cessent de s’étendre, jusqu’à engloutir quotidiennement une surface équivalente à celle de presque huit terrains de football. Ce qui aggrave la pression qui pèse sur l’agriculture et met en péril notre sécurité alimentaire. Sans compter que cette bétonnisation intensive due à l’immigration détruit nos espaces naturels et notre biodiversité. En dépit de la productivité de notre agriculture, le niveau d’autosuffisance de la Suisse ne cesse de baisser et, là encore, la cause reste la même : l’immigration*.*

Venons-en à présent aux écoles. Nous manquons d’enseignants. Enseignantes et enseignants se plaignent d’une surcharge de travail beaucoup trop lourde. Et lorsque de plus en plus d’enfants ne sont même pas capables de s’exprimer correctement en allemand ou de résoudre les plus simples des exercices de calcul, alors oui, on peut parler d’un système scolaire en perdition. Un enseignant en école professionnelle me disait précisément l’autre jour que la majorité de ses élèves ne savent même plus que « la moitié », « 50% » et « 1/2, c’est la même chose.

Une évolution qui n’a rien de surprenant si l’on sait que dans de nombreuses écoles, seule une minorité d’enfants ont encore des racines suisses. Le modèle de réussite de la Suisse s’est construit sur les valeurs qui l’ont fondée : la liberté et le  
  
christianisme. Aujourd’hui, ce modèle est menacé. Il est impossible de penser pouvoir raisonnablement intégrer chez nous un grand nombre de personnes venues des quatre coins du monde et de toutes les religions. Rien que le fait que plus de 500 000 musulmans vivent en Suisse à l’heure actuelle montre qu’une évolution dramatique de la composition de notre population a déjà eu lieu, chez nous également. Il suffit d’observer la situation qui règne en France aujourd’hui pour se poser à bon droit cette question : est-ce vraiment ce que nous voulons ? Voulons-nous des sociétés parallèles en Suisse ?

Nos hôpitaux – en fait, la totalité de notre système de santé – fonctionnent à l’extrême limite de leurs capacités, et les coûts continuent d’exploser. Même si nous parvenons, grâce à l’immigration, à mobiliser de nouvelles forces de travail dans ces secteurs, ce sera une équation à somme nulle. Parce qu’une immigration nette de 180 000 personnes, comme ce fut le cas l’an dernier, cela veut dire : près de 800 médecins, des centaines de lits d’hôpitaux en plus, et plus de 4000 infirmières et infirmiers en plus. Sans même parler des coûts supplémentaires : le compte n’y est pas, et ne peut pas y être, quand des personnes qui n’ont pas cotisé toute leur vie auprès des assurances sociales ou des caisses maladie peuvent néanmoins bénéficier de l’entier de leurs prestations.

Et comme nous le savons depuis un an au moins : l’approvisionnement énergétique de la Suisse est lui aussi menacé. Sans même mentionner le fait que, dans de nombreuses régions, notre approvisionnement en eau, les réseaux de distribution d’électricité et les stations d’épuration sont désormais à la limite de leurs capacités. Même les objectifs climatiques, du fait de cette immigration de masse, ont été poussés à l’absurde. Comment sommes-nous supposés diminuer nos émissions de CO2 pour les ramener à leur niveau de 1990 lorsque, dans le même temps, la Suisse compte 2,3 millions d’habitants en plus ? Nous sommes parvenus à réduire les émissions de CO2 par habitant de 37% depuis 1990. Mais ce chiffre, du fait de l’immigration, se réduit par conséquent à seulement 18% par habitant. Et les mêmes politiciens qui autorisent cette immigration de masse nous reprochent à présent le fait que les objectifs en matière de climat ne soient pas atteints, et nous le font payer à coup d’interdictions, de restrictions, de taxes et d’impôts.

Venons-en à présent à la pénurie de main-d’œuvre qualifiée. Au cours des vingt dernières années, la Suisse s’est agrandie d’1,5 million d’habitants supplémentaires. Le nombre de frontaliers a également doublé. Et malgré cela, la pénurie de personnel qualifié serait aujourd’hui encore plus grave qu’il y a vingt ans ? Clairement, il y a là quelque chose qui ne va pas. Nous sommes dans une spirale sans fin. Le nouveau médecin venu de l’étranger avec sa femme et ses enfants   
  
a besoin d’un ou d’une enseignante, d’un logement, qui doit être construit. Et pour cela, à nouveau, il faut des ouvriers du bâtiment, qui font à leur tour venir leurs familles. D’où le besoin de nouveaux locaux scolaires… pour la construction desquels on va à nouveau faire venir des gens de l’étranger, et ainsi de suite. C’est un cercle vicieux.

Rajoutons à tout ça les nombreux migrants qui n’arrivent même pas sur le marché du travail, mais qui mobilisent quand même encore des ressources en termes de forces de travail, que ce soit pour les accompagner, pour les héberger, parce qu’il faut davantage de forces de sécurité, et plus de personnel de prison. Il faut mettre un terme à cette immigration de masse. Nous devons miser sur une croissance économique et démographique qui soit à la fois qualitative et supportable.

C’est la raison pour laquelle cette initiative est aujourd’hui nécessaire.

**Parce que nous le devons à la prochaine génération !**

*Mike Egger, conseiller national (SG)*

La jeune génération est celle qui paie le plus lourd tribut à l’explosion démographique. Pour le monde politique, malheureusement, les conséquences dramatiques sur notre environnement, notre nature, nos infrastructures et notre patrie relèvent du tabou. Il est temps de prendre les problèmes à la racine, grâce à l’initiative pour la durabilité, au lieu de ne toujours s’attaquer qu’aux seuls symptômes. Nous devons à ma génération et à celles qui suivront de résoudre le problème de manière à la fois globale et durable, pour laisser à la Suisse et à nos descendants une nature et un environnement aussi intacts que possible. Ce qui n’est réalisable qu’avec une immigration autogérée, comme le stipule la Constitution fédérale depuis l’acceptation par le peuple de l’initiative contre l’immigration de masse en 2014. Le fait que ses dispositions n’aient toujours pas été mises en œuvre est une trahison à l’encontre de la jeune génération, qui devra lutter encore plus longtemps contre les effets néfastes de l’immigration de masse. Pour continuer à assurer le développement de la place économique suisse et, ainsi, l’avenir économique de la prochaine génération, il est nécessaire, non seulement préserver la nature, mais également de conserver et de garantir l’intégrité de nos infrastructures.

Notre prospérité et notre sécurité reposent sur notre capacité à disposer de suffisamment d’énergie. Pourtant, l’hiver dernier, vous avons frôlé de peu une situation de pénurie d’électricité, en dépit du fait que la population suisse ait, depuis 20 ans, diminué de plus de 10% sa consommation d’électricité par habitant. Nous avons besoin de plus d’électricité additionnelle que ce que peut produire Gösgen, la plus grande centrale nucléaire de Suisse, uniquement en raison du taux net d’immigration de masse que nous avons enregistré au cours des 20 dernières années ! L’énergie hydraulique est et a toujours été une source d’énergie sûre, propre et fiable pour la Suisse. Mais la croissance démographique de moins de trois ans suffit à totalement réduire à néant la totalité de notre potentiel de développement en énergie hydraulique jusqu’à 2050. Le monde politique mise sur les éoliennes, qui ne produisent de l’électricité que de manière insuffisante et peu   
  
  
fiable et qui fragmentent complètement une nature jusqu’ici encore intacte et   
préservée. Et tout cela parce que nous devons fournir de l’électricité à toujours plus de personnes.

La croissance démographique entraîne la bétonnisation de la nature et, par voie de conséquence, la disparition de plus en plus d’espaces verts. Elle génère toujours plus de stress lié à la densification, et met de plus en plus fortement sous pression notre environnement et notre agriculture.

L’industrie du bâtiment est en plein boum, on n’arrête pas de construire des habitations, 70% de plus par année qu’il y a encore 20 ans. Et pourtant, il y a pénurie de logements. Les données fournies par la Confédération montrent qu’au cours des 20 dernières années, 4 habitations sur 5 ont été construites uniquement en raison de la poussée démographique. Nous, les jeunes, rencontrons toujours plus de difficultés pour accéder à la propriété, car la demande explose littéralement, en raison de l’immigration, et que les prix deviennent inabordables pour celles et ceux qui gagnent normalement leur vie.

L’initiative pour la durabilité permet de garantir que les générations à venir continueront à pouvoir acquérir leur propre logement.

La Suisse possède déjà moins de surfaces cultivables par habitant que les pays qui nous entourent. Il faut nourrir de plus en plus de monde avec de moins en moins d’espaces à disposition. Ce qui aggrave encore, lourdement, la pression sur notre agriculture. Voulons-nous vraiment continuer ainsi, est-ce vraiment durable ? Bien sûr que non. Et les générations à venir ont, elles aussi, le droit de disposer de suffisamment de denrées alimentaires saines et produites dans notre pays.

Cette croissance démographique incontrôlée menace également gravement la biodiversité. Il y a toujours plus de zones urbanisées, au détriment d’espaces verts de moins en moins présents. L’initiative pour la durabilité contribue à garantir que les futures générations également puissent continuer à vivre dans une Suisse aussi préservée que possible, dans un environnement non pollué, avec une agriculture productive et des infrastructures qui fonctionnent.

Pour ce qui concerne la prévoyance vieillesse aussi, l’immigration aggrave la situation pour les générations qui nous succèderont. Dans le canton de Zurich, par exemple, en raison de l’immigration, ce ne sont plus les « baby-boomers » qui constituent désormais la principale classe d’âge, mais les 30–40 ans. Toute la charge du financement futur de l’AVS de ces « migration-boomers » repose donc aujourd’hui sur la génération des moins de 30 ans. Ce qui n’est tout simplement ni   
  
social ni équitable pour la jeune génération. L’initiative pour la durabilité permettra   
  
de briser ce système « boule de neige », au lieu de simplement reporter les problèmes sur la prochaine génération.

Voilà pourquoi celles et ceux qui veulent vraiment agir pour une Suisse qui soit durable à l’avenir, ne peuvent que soutenir cette initiative.

**Oui à une immigration durable en Suisse**

*Thomas Aeschi (ZG), conseiller national, chef du groupe UDC Suisse à l’Assemblée, membre du bureau de la direction de l’UDC Suisse*

Depuis l’introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE il y a vingt ans, la Suisse a accueilli un million et demi net d’immigrants. Chaque année, environ 80 000 nouveaux arrivants débarquent en Suisse, ce qui correspond approximativement à la taille de toute la ville de Lucerne ou de Saint-Gall. Pour la seule année 2022, 180 000 personnes ont immigré dans notre pays, plus que la population de la ville de Bâle. En voici les raisons : l’immigration de masse en provenance de l'UE résultant de l’accord sur la libre circulation des personnes, la forte augmentation du nombre de demandeurs d'asile, en particulier en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient, les personnes déplacées par la guerre avec un statut de séjour S provenant d’Ukraine, l’immigration provenant de pays tiers et le regroupement familial découlant de la libre circulation des personnes avec l’UE, l’afflux de demandeurs d’asile.

Pendant ce temps, les Suisses sont aux prises avec la pénurie de logements, d’électricité, les embouteillages sur les routes, des trains et des bus bondés, un revenu par habitant qui stagne, des primes d'assurance-maladie toujours plus élevées, des hôpitaux surchargés, des services sociaux déficitaires et surchargés de manière disproportionnée par les étrangers, des classes avec souvent seulement deux ou trois élèves d’origine suisse, une criminalité des étrangers élevée, une dépendance croissante vis-à-vis de l'étranger pour l'approvisionnement et aussi de plus en plus de pression sur la beauté du paysage et la nature. Et sur les prétendus travailleurs qualifiés qui immigrent en Suisse sans restriction et sans contrôle en raison de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE, plus de la moitié ne travaillent pas, tandis que l'autre moitié ne travaille qu'à temps partiel. Cette immigration incontrôlée et effrénée n'est pas durable et détruira lentement notre Suisse si nous ne changeons pas cela de toute urgence.

Le 6 décembre 1992, le peuple et les cantons ont rejeté l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE). Le 21 mai 2000, les Suissesses et les Suisses ont approuvé l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE dans le cadre des « accords bilatéraux I ».

Celle-ci a ensuite été étendue aux pays d'Europe de l'Est (votation du 26 novembre 2006), à la Bulgarie et à la Roumanie (votation du 8 février 2009) puis à la Croatie (arrêté du Conseil fédéral du 16 décembre 2016). Avec l’accord sur la libre circulation des personnes, la Suisse s’est engagée à « prendre en compte » la jurisprudence antérieure de la Cour de justice de l’Union européenne (CJUE) sur le droit de l’Union. Par la suite, le Tribunal fédéral a décidé de reprendre également les arrêts de la CJCE à partir de 1999, à moins que des « raisons valables » ne s'y opposent.

Depuis que la Suisse a renoncé à l'ancien système de contingents pour ses citoyens et donc aux possibilités de maîtriser son immigration en introduisant la libre circulation des personnes avec l'UE, les chiffres de cette immigration ont explosé. Une tendance que le peuple ne veut plus accepter, raison pour laquelle, comme la majorité des cantons, il a approuvé l'initiative populaire contre l'immigration de masse le 9 février 2014. En 2016, cependant, une majorité au parlement s'est prononcée contre la mise en œuvre de la décision du 9 février 2014 de diminuer et de contrôler notre immigration en toute indépendance. Le droit constitutionnel et la volonté du peuple ont ainsi été bafoués. L’ancien président de groupe, Adrian Amstutz (BE), s’est vivement élevé contre cette décision : *« … En ne mettant pas en œuvre le mandat du peuple et des cantons de manière à contrôler en toute indépendance notre immigration, le Parlement se livre à une violation éhontée de la Constitution, un fait qui est probablement sans précédent. ... Il ne reste rien du mandat du peuple, ni contrôle indépendant, ni nombres et contingents, ni restriction du regroupement familial et des prestations sociales, et la priorité accordée aux personnes travaillant en Suisse est même transformée en priorité pour les chômeurs et les étrangers. … [Même le Conseil le constate :] « … la nouvelle disposition constitutionnelle ne pouvant être mise en œuvre conformément au droit international, le Conseil fédéral estime que l'acceptation de l'initiative par le peuple et les cantons doit être comprise comme un mandat destiné à mettre fin aux engagements internationaux contraires. » C'est exactement ce que le Conseil fédéral a invoqué tout au long de la campagne de votation, exactement ce qu'il a écrit dans le message qu'il vous a adressé, à vous, au Parlement, et exactement ce qui figure dans les explications destinées aux électeurs sur cette votation, présentée comme une menace. ... La violation actuelle de la Constitution bafoue notre démocratie. C'est un jour noir pour ce pays. …».*

Depuis la non-application de l'initiative sur l’immigration de masse adoptée par le peuple et les cantons, un demi-million net de personnes supplémentaires ont immigré en Suisse, soit plus que la population de toute la ville de Zurich. Si cette   
  
immigration effrénée continue, nous compterons 10 millions d'habitants dans quelques années. Et aujourd'hui déjà, nous sommes de plus en plus nombreux partout et notre pays est au bord de l'effondrement dans de nombreux secteurs, car la Suisse est petite et l'espace y est limité.

Mais comme les politiciens de Berne font le contraire de ce que le peuple a décidé, la population doit désormais agir. L’Union démocratique du centre, en tant que parti des classes moyennes, soutient la mise en œuvre de la volonté du peuple et prend au sérieux les innombrables lettres et demandes de citoyennes et citoyens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l’UDC. Le 28 mars 2023, l'UDC du canton de Zurich a décidé à l'unanimité de lancer l’ « initiative pour la durabilité » et, le 1er juillet 2023, les délégués de l'UDC Suisse ont approuvé le lancement de l'initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) ».

Avec le lancement d'aujourd'hui, les Suisses peuvent dès maintenant signer l'initiative pour la durabilité. Engagez-vous, vous aussi, en faveur d'une immigration durable et modérée et signez dès aujourd'hui l'initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) ». Prenons soin de notre belle Suisse !

**Zurich étouffe sous une croissance démographique incontrôlée**

*Domenik Ledergerber, député au Conseil cantonal de Zurich,  
Président de l’UDC zurichoise*

L’immigration incontrôlée en Suisse se ressent tout particulièrement dans le canton de Zurich. Plus d’1,5 million de personnes vivent déjà dans ce canton, le plus peuplé de Suisse. Au cours des 10 dernières années, la population du canton de Zurich a augmenté de plus de 170 000 personnes, soit davantage que la population totale du canton de Neuchâtel. L’immigration incontrôlée a de très graves conséquences pour Zurich :

* Le canton est confronté à une crise aiguë du logement, les prix du terrain et ceux des location explosent.
* Le nombre devenu insuffisant de salles de classe pour nos enfants et nos jeunes ne peut être comblé que par la construction de bâtiments scolaires provisoires.
* Enseignants et enseignantes sont surchargés, parce qu’une partie des élèves – et même la quasi-majorité dans certaines écoles – ne parle pas l’allemand.
* Les hôpitaux, les rues, les bus et les trains sont surchargés et engorgés.
* Les communes ne trouvent plus assez de places d’hébergement pour le nombre sans cesse croissant de demandeurs d’asile. Et ce sont les citoyennes et les citoyens qui en font les frais, qui sont chassés de chez eux, de leur maison, de leur cadre de vie, dans un contexte locatif déjà très tendu.
* Chaque année, plus de 1000 entreprises quittent le canton de Zurich. La raison ? Le prix trop élevé des terrains, le manque d’espace disponible et les embouteillages sur les routes.
* Le canton est en passe d’être entièrement bétonné. De plus en plus de zones de détente et de terres agricoles disparaissent, et la biodiversité est mise à rude épreuve.

Le canton de Zurich est en train d’étouffer sous le poids d’une immigration incontrôlée. Notre liberté et notre prospérité sont menacés.

En février dernier, un Suisse vivant à Seegräben a vu son bail de location résilié pour permettre de loger des demandeurs d’asile. Les signaux que nous envoie la population sont sans équivoque : ça suffit ! Nous ne voulons pas d’une Suisse à 10 millions d’habitants. Il ne faut pas laisser l’immigration détruire notre merveilleux pays et notre qualité de vie.

Principale section de l’UDC Suisse, le canton de Zurich n’a pas d’autre choix que de monter aux barricades dans ce combat. C’est la raison pour laquelle l’UDC zurichoise a décidé à l’unanimité de lancer l’initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) ».

En tant que président de l’UDC du canton de Zurich, je suis particulièrement heureux que les déléguées et les délégués de l’UDC Suisse nous aient suivi, à l’unanimité également, et que tous les cantons nous aient apporté leur soutien.

C’est un signal clair, envoyé par la Suisse dans son ensemble, qui montre à quel point il est important de faire pression sur la Berne fédérale pour que la volonté du peuple soit enfin respectée, et pour que nous puissions gérer en toute autonomie l’immigration dans notre pays.

N’attendez pas, signez aujourd’hui encore notre initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) » – pour l’amour de notre patrie et des générations à venir.